

Séance du Conseil Municipal du Vendredi 4 mars 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le quatre mars, à vingt heures, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le Conseil Municipal de la Commune d'Aiguillon, sous la présidence de Monsieur Jean-François SAUVAUD, Maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI, Alain REGINATO

Étaient absents : MM. Jacqueline BEYRET-TRESEGUET, Martine RACHDI, Hélène DE MUNCK, Alexandrine BARBEDETTE, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY

Pouvoirs de vote :

Mme BEYRET TRESEGUET à M. CASTAGNOS
Mme RACHDI à Mme TOURON
Mme BARBEDETTE à Mme FAURE
Mme DRISSI à M. SAUVAUD
M. LAHSAINI à M. PEDURAND
M. GAY à M. PARAILLOUS

Monsieur Pascal SEGUY a été élu Secrétaire de séance.

AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE

Le Conseil Municipal accepte d'inscrire un point en affaires de dernière minute :

- **Demande de subvention au CG47 – remplacement portique sécurité médiathèque**

SERVICES

Objet : Service Funéraire - Tarifs 2011 - Modifie la délibération en date du 03/12/10

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'apporter des modifications à la délibération en date du 3 décembre 2010 fixant les tarifs des vacations funéraires.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉTERMINE les tarifs comme suit :

<i>Objet</i>	<i>durée</i>	<i>Surface</i>	<i>Tarifs 2011 (prix unitaire)</i>
CONCESSION PLEINE TERRE			
Pleine terre enfant	15 ans	1 m x 0,80 m = 0,80 m ²	58,26 €
	30 ans	1 m x 0,80 m = 0,80 m ²	66,58 €
Pleine terre traditionnel	15 ans	1 m x 2,00 m = 2,00 m ²	145,66 €
	30 ans	1 m x 2,00 m = 2,00 m ²	166,46 €
CONCESSION CONSTRUCTIBLE			
Cave urne	50 ans	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m ²	59,93 €
Caveau	50 ans	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m ²	280,89 €
Caveau	50 ans	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m ²	1 279,69 €
Cave urne	perpétuelle	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m ²	119,85 €
Caveau	perpétuelle	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m ²	561,81 €
Caveau	perpétuelle	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m ²	2 559,39 €

DIT que les tarifs modifiés :

- annulent et remplacent ceux correspondant aux mêmes objets qui avaient été fixés le 03 décembre 2010,
- s'appliquent donc à compter du 1er janvier 2011 ;

DIT que les autres dispositions prévues par la délibération du 03 décembre 2010 suscitée restent inchangées.

Formalité de publicité effectuée le : 8/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Foires et Marchés - Droits de place 2011 « Foire avec animation commerciale » - complément à la délibération en date du 03/12/10

Monsieur le Maire soumet au Conseil municipal le rapport suivant :

Par délibération en date du 03 décembre 2010, le conseil municipal a fixé les tarifs pour les droits de place des foires et marchés d'approvisionnement à compter du 1er janvier 2011.

Le paiement de ces droits de place conditionne l'occupation privative du domaine public routier par l'exercice d'une activité commerciale (vente ou dégustation gratuite de produits, etc.). Cette occupation privative est soumise par ailleurs à la délivrance par le maire d'une autorisation préalable (permis de stationnement), délivrée à titre précaire et révocable (CGCT, art. L 2213-6).

Il propose de compléter la délibération du 03 décembre suscitée, afin de créer un nouveau tarif, dans le cas d'une « Foire avec animation commerciale ».

On entend par « animation commerciale » une action promotionnelle ponctuelle qui vise à développer les ventes d'un produit ou les visites dans un point de vente (vente sur accroche, dégustation, démonstration, etc...). L'animation terrain est effectuée par un animateur pour le compte d'une marque ou d'une enseigne, à l'initiative de l'organisateur de la foire. Elle repose généralement sur un mécanisme ludique ou sur une politique de prix promotionnelle (vente flash par exemple).

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à fixer ce tarif complémentaire aux droits de place existants.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

DÉCIDE de fixer les tarifs pour les droits de place des foires ainsi qu'il suit :

Foires	Surface du stand en mètre carré	
	0 à 10 m ²	Au-delà
Foire (sans animation commerciale)	12,17 €/ m²/ jour	0,12 € / m²/ jour
Foire (avec animation commerciale)	13,00 €/ m²/ jour	0,15 € / m²/ jour

PRÉCISE que les associations aigillonaises sont exonérées du paiement de cette redevance lorsqu'elles occupent le domaine public en raison de leur statut et du caractère non lucratif de leur activité ;

DIT que la présente délibération complète celle en date du 03 décembre 2010 relative au même objet, et que les autres dispositions qu'elle prévoyait restent inchangées.

Formalité de publicité effectuée le : 8/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

ENFANCE JEUNESSE

Objet : Approbation du contenu du Contrat Enfance- Jeunesse 2011- 2014 à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

La Commune a signé un Contrat Enfance-Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales 47 pour la période 2007-2010 : celui-ci arrivant à échéance, le Conseil municipal est appelé à signer un nouveau Contrat Enfance-jeunesse pour la période 2011-2014.

Le Contrat Enfance-Jeunesse est un contrat d'objectifs et de cofinancement dont la finalité est de poursuivre et d'optimiser la politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans. Il a deux objectifs principaux :

- favoriser le développement et optimiser l'offre d'accueil par :
 - un soutien ciblé sur les territoires les moins bien servis, au regard des besoins repérés ;
 - une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
 - un encadrement de qualité ;
 - une implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, la mise en œuvre et l'évaluation des actions ;
 - une politique tarifaire accessible aux enfants des familles les plus modestes.
- contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur intégration dans la société par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands.

Les actions financées (jusqu'à 55% de cofinancement pour les actions nouvelles) dans le Contrat 2011-2014 sont les suivantes :

- *Actions antérieures* :
 - offre de loisirs dans le temps périscolaire ;
 - offre de loisirs dans le temps extrascolaire (mercredi/ samedi/ vacances)
- *Actions reconductibles*
 - accueil collectif de la petite enfance (extension de la capacité d'accueil de la crèche associative de 16 à 24 places) ; *gestionnaire* : association « Pause câlins ».
 - Poste de coordinateur enfance-jeunesse (mi-temps) ;
 - activité du Relais Assistantes Maternelles à ¼ temps (*gestionnaire* : la CDC du Confluent)
- *Actions nouvelles* :
 - offre de loisirs en faveur de la jeunesse (activités, sorties, Point Accueil Jeunes, ...), *gestionnaire* : l'association VME.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

ADOpte le principe de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne dans le cadre d'un Contrat Enfance-Jeunesse, pour la période du 01.01.2011 au 31.12.2014 (dans la continuité du CEJ 2007- 2010) ;

DÉCIDE de retenir les actions suivantes (à partir du Diagnostic de l'existant) pour les inscrire dans le Contrat Enfance-jeunesse 2011-2014 :

- Actions antérieures reconductibles :
 - offre de loisirs dans le temps périscolaire ;
 - offre de loisirs dans le temps extrascolaire (mercredi/ samedi/ vacances)
 - accueil collectif de la petite enfance (extension de la capacité d'accueil de la crèche associative de 16 à 24 places) ; *gestionnaire : association « Pause câlins ».*
 - poste de coordinateur enfance-jeunesse (mi-temps) ;
 - activité du Relais Assistantes Maternelles à ¼ temps (*gestionnaire : la CDC du Confluent*)
- Actions nouvelles :
 - offre de loisirs en faveur de la jeunesse (activités, sorties, Point Accueil Jeunes, ...), *gestionnaire : association VME.*

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2011,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 8/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Candidature appel à projets adolescents « Animation jeunesse » - Caisse d'Allocations Familiales de Lot-et-Garonne

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le rapport suivant :

La Commune, dans le cadre du Contrat Enfance-Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales 47, développe de nombreuses actions pour l'amélioration de l'offre de loisirs en faveur des enfants.

Or, un déficit dans l'offre apparaît pour les 12/ 18 ans, qui ont dépassé l'âge limite pour l'accueil en centre de loisirs.

Un questionnaire adressé en février 2011 à tous les collégiens et lycéens de la cité scolaire Stendhal a confirmé leur attente en la matière et a permis de connaître plus précisément leur motivation, intérêt, et suggestions.

Pour remédier à cette situation, il est proposé de mettre en place sur le territoire une véritable politique en direction des adolescents, à partir de la création d'un espace réservé, dénommé « Point accueil jeunes » situé au cœur de la ville sur la place du XIV juillet. Les adolescents, encadrés par un animateur, s'approprieront ce lieu, des activités et sorties seront organisées, dans lesquelles les jeunes seront associés.

Cette action serait menée en partenariat avec l'association VME (Vivre Mieux Ensemble) de Port-Ste-Marie.

Ce projet compléterait les actions menées par la Communauté de communes du Confluent dans ce domaine.

Le budget prévisionnel est de 27 696 € pour 2011, dont 17 080 € restant à la charge de la commune d'Aiguillon.

Le conseil est appelé à solliciter pour cette action une aide de la CAF dans le cadre de l'appel à projets 2011 « jeunesse », sachant que son inscription dans le Contrat Enfance-jeunesse 2011-2014 est sollicitée par ailleurs.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

ACCEPTE de présenter la candidature de la commune pour le projet « Animation jeunesse » (point accueil, activités, sorties, ...) dans le cadre de l'appel à projets 2011 « jeunesse »,

SOLLICITE une aide financière de la CAF pour ce projet d'un montant le plus élevé possible,

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2011,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Monsieur le Maire présente le bilan des activités pour la jeunesse organisées à titre expérimental les mercredi et pendant les vacances d'hiver, en partenariat avec VME, qui ont connu une fréquentation très encourageante.

**Objet : Prélèvement automatique des sommes pour le paiement des services Enfance-jeunesse -
Approbation du contrat de prélèvement**

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le rapport suivant :

Afin de faciliter les démarches aux usagers, il est proposé de permettre à ceux d'entre eux qui utilisent des prestations du Service Enfance-jeunesse (restauration scolaire, Centre de loisirs, accueil périscolaire) de régler leurs factures par prélèvement automatique.

Le coût du prélèvement sera supporté par la Commune.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

DÉCIDE de permettre aux usagers des services Enfance-jeunesse communaux (restauration scolaire, Centre de loisirs, accueil périscolaire) de régler leurs factures par prélèvement automatique comme nouveau moyen de paiement, et ce à compter du 29 août 2011 ;

PRÉCISE que le prélèvement automatique est une faculté ouverte à l'utilisateur et ne peut lui être imposée ;

VALIDE le modèle de contrat de prélèvement automatique joint en annexe

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce Contrat et tout document relatif à ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 09/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

CONTRAT DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Règlement financier relatif au paiement par
prélèvement automatisé des factures des
services Enfance (restauration scolaire,
accueil périscolaire, accueil de loisirs sans
hébergement)

I – Dispositions Générales

Les familles optant pour le prélèvement automatisé doivent compléter et fournir les documents suivants :

- une fiche d'inscription indiquant pour chacun de leurs enfants l'école fréquentée, et les jours de fréquentations du service de cantine scolaire/ accueil périscolaire;
- une fiche d'inscription au service d'ALSH,
- le numéro allocataire CAF ou MSA ou le dernier avis d'imposition pour les non allocataires,
- une demande autorisation de prélèvement,
- un RIB,
- le présent contrat.

Ces documents dûment complétés et signés doivent être retournés à l'adresse suivante

Ville d'Aiguillon
Service Enfance-jeunesse
place du 14 juillet
47190 AIGUILLON

II – Modalités d'inscription pour un paiement par prélèvement automatisé

Pour que le paiement des frais de restauration scolaire, d'accueil périscolaire et d'ALSH puisse être effectué par prélèvement automatisé, le dossier complet d'inscription doit parvenir avant le 20 du mois précédent le mois de fréquentation.

Une inscription peut également être modifiée ou résiliée avant le 20 de chaque mois. S'il s'agit d'une modification, une nouvelle fiche d'inscription devra être complétée et remise. S'il s'agit d'une résiliation il conviendra d'adresser un courrier à la Mairie d'Aiguillon.

III - Facturation

A l'issue de chaque mois, une facture sera adressée à la famille, précisant le montant du prélèvement qui sera effectué. Une seule facture sera adressée par famille quel que soit le nombre d'enfants fréquentant le service. Cette facture sera transmise à compter du 10 du mois suivant le mois de fréquentation. La facture comportera la mention suivante « ce montant sera prélevé le ... ».

IV – Montant et date de prélèvement

Le montant prélevé correspondra à la période de fréquentation prévue lors de l'inscription. Le prélèvement sera effectué le 10 du mois qui suit le mois de la facturation (ou le premier jour ouvrable suivant).

V – Régularisation

Seules les déductions afférentes à des absences, notamment pour maladie, seront prises en considération, seulement au delà d'une semaine complète et sur présentation d'un certificat médical. En cas d'hospitalisation, les absences seront prises en compte dès le premier jour de l'hospitalisation sur présentation d'un justificatif.

VI – Changement de compte bancaire

En cas de changement de numéro de compte bancaire, d'agence, de banque, l'utilisateur doit se procurer un nouvel imprimé de demande de prélèvement au service Enfance-jeunesse, le remplir et le retourner accompagné du nouveau relevé d'identité bancaire.

VII – Changement d'adresse

L'utilisateur qui change d'adresse doit communiquer sans délai sa nouvelle adresse.

VIII – Renouvellement du contrat de prélèvement

Afin que le contrat de prélèvement soit reconduit l'année scolaire suivante (2011/2012), une fiche d'inscription devra être complétée. A défaut de transmission de cette fiche d'inscription la famille ne pourra prétendre à l'inscription de l'enfant et au paiement par prélèvement automatique.

IX – Impayés – Résiliation

Suite à deux rejets, l'administration pourra résilier le contrat.
Les frais de rejets seront à la charge du redevable.

X- Renseignements

Toute demande de renseignements doit être adressée au Service Enfance-jeunesse de la ville d'Aiguillon, ainsi que toute contestation amiable.

En application de l'article L 1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'utilisateur peut, dans un délai de deux mois suivant la réception de la facture, contester la somme en saisissant directement le tribunal d'Instance.

Fait à Aiguillon le,

Pour la Ville d'Aiguillon,

le Maire,
Jean-François SAUVAUD

Bon pour accord de prélèvement

l'utilisateur : (date et signature)

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : Aménagement de la rue Jules Ferry - Signature des marchés de travaux

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée l'exposé suivant :

Le conseil municipal a décidé par délibération le mardi 21 septembre 2010 la passation et mise en dévolution du marché public de travaux pour l'aménagement de la rue Jules-Ferry. Il a été procédé au choix des entreprises par la Commission d'Appel d'Offres réunie le vendredi 10 décembre 2010.

Monsieur le Maire donne lecture des entreprises retenues, des montants des travaux par lots, selon le détail suivant :

Lot		Entreprises retenues	Coût de travaux retenu en € HT		
n°	Désignation		tranche ferme (BP 2011)	tranche conditionnelle* (BP 2012)	Total
1	Démolitions	ORSETTIG	11 160,00	0,00	11 160,00
2	VRD	EUROVIA	411 570,47	126 954,13	538 524,60
3	EPIC	CITELUM	30 248,00	12 550,00	42 798,00
4	Plantations	ANTOINE	3 770,00	2 258,00	6 028,00
5	Mur de clôture	LOPEZ	24 923,30	0,00	24 923,30
TOTAL TRAVAUX HT			481 671,77 €	141 762,13 €	623 433,90 €
TOTAL TRAVAUX TTC			576 079,44 €	169 547,51 €	745 626,94 €

* aménagement mini-giratoire et jardin public

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

PREND ACTE :

- du nom des entreprises retenues,
- du montant des travaux annoncé par lots.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Monsieur Réginato souligne que la démolition du bâtiment « Jacopeint » au bout de la rue Jules-Ferry, décidée initialement par l'ancienne équipe municipale, est une bonne décision.

URBANISME :

Objet : Convention de superposition de gestion – domaine public fluvial du Lot situé rive droite - intégration parcelle n°I 688

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée l'exposé suivant :

Deux parcelles appartenant au domaine public fluvial (État – DDE 47), situées en rive droite du Lot (cadastrées section I n° 610 et 650), ont toujours constitué un lieu de promenade entre les deux ponts. La commune y effectue des travaux d'entretien.

Afin de régulariser juridiquement la gestion de ces ouvrages par la commune, et notamment pour programmer une campagne de replantation d'arbres et d'arbustes adaptés aux rives, le Conseil municipal a adopté le 06 juin 2008 un modèle de convention de superposition de gestion.

Ces parcelles, qui ont été ravagées par la tempête de janvier 2009, ont entretemps été nettoyées par la DDT.

Il est proposé de compléter la convention initiale en englobant dans la zone concernée :

- la parcelle n° 688 (« plage ») puisqu'elle permet d'accéder aux deux parcelles susvisées,
- ainsi que la plage et la passerelle adjacentes.

Le Conseil municipal,

Après délibération,

VU la réglementation relative à la procédure de superposition de gestion et notamment la circulaire n°11 du 10 février 1958 du Ministère des travaux publics,

VU la délibération du conseil municipal en date du 6 juin 2008 adoptant le modèle de convention de superposition de gestion,

26 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention

SOLLICITE la mise en œuvre de la procédure de superposition de gestion sur la totalité du tronçon domanial suivant, dont le périmètre est précisé sur le plan ci-joint :

- parcelle cadastrée section I n° 610, d'une superficie de 53 ha 70 ca ;
- parcelle cadastrée section I n° 650, d'une superficie de 35 ha 95 ca ;
- parcelle cadastrée section I n° 688, d'une superficie de 30 ha 15 ca ;
- la plage existant au droit de la parcelle n°688 et la passerelle d'accès construite antérieurement par la commune, ainsi que le pont enjambant le Canalet.

ADOpte le modèle de convention de superposition de gestion à passer avec l'État selon le modèle joint ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document concernant ce dossier ;

DIT que la présente délibération annule et remplace celle en date du 06 juin 2008 relative au même objet.

Formalité de publicité effectuée le : 23.03.11



PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

**Superposition de gestion
concernant des parcelles
du domaine public fluvial du Lot
situées rive droite à Aiguillon**

CONVENTION

Entre :

- **l'Etat - Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement**, - représenté par le directeur départemental des territoires du Lot-et-Garonne, d'une part,
- et**
- **la commune d'Aiguillon**, représentée par monsieur le Maire, ci-après désignée le bénéficiaire, d'autre part.

Vu l'avis du Trésorier-payeur général de Lot-et-Garonne en date du 27 août 2008,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune d'Aiguillon en date du 4 mars 2011,

Vu l'arrêté préfectoral ci-joint autorisant la superposition de gestion au profit de la commune d'Aiguillon,

.../...

Le bénéficiaire précité devra faire réparer ou reconstruire sans retard et à ses frais les parties du domaine public fluvial endommagées ou détruites, du fait de l'usage par le public de la zone mise en superposition de gestion.
L'Etat ne saurait être tenu responsable du mauvais état des terrains et aménagements, de leur érosion ou de leur dégradation.

D'une manière générale, préalablement à la réalisation de tous travaux sur les parcelles concernées, il appartiendra à la commune d'Aiguillon de solliciter l'autorisation de la Direction départementale des Territoires. Cette autorisation ne dispensera en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations et d'obtenir les autres autorisations requises par d'autres réglementations (monuments historiques, etc).

Article 3 : Droits et obligations du bénéficiaire et de l'Etat :

La commune d'Aiguillon est tenue de se conformer aux règlements existants ou à venir, notamment en ce qui concerne la police des eaux, la protection contre les inondations, la sécurité et la salubrité publiques, la protection des sites et paysages.

Le bénéficiaire prend à sa charge et est responsable de la signalisation informative et réglementaire rendues nécessaires par l'objet de la présente convention.

Les missions de l'Etat, relatives aux aspects réglementaires précités, sont maintenues sur les dépendances immobilières donnant lieu à superposition de gestion. L'accès des agents de l'Etat sur ces dépendances est maintenu, soit à pied soit avec un véhicule.

Les terrains objets de la présente convention continuent d'appartenir au domaine public fluvial.

L'Etat conserve le droit d'apporter au domaine public fluvial toutes les modifications indispensables à la conduite de ses missions et nécessaires à la gestion du cours d'eau, sans que le bénéficiaire ne puisse s'y opposer, ni obtenir aucune indemnité .

L'Etat conserve le droit exclusif de délivrer des autorisations d'occupation temporaire sur les parties du domaine public fluvial qui ne font pas l'objet d'aménagements spécifiques.

Les pouvoirs de police seront exercés par leurs titulaires, conformément aux dispositions en vigueur (code général des collectivités territoriales, code général de la propriété des personnes publiques).

Article 4 : Usagers :

Le bénéficiaire de la superposition de gestion devra veiller, notamment dans le cadre de ses pouvoirs de police, au respect par les différents usagers du domaine concerné, des règles nécessaires à une bonne cohabitation entre les différentes activités.

Les usagers particuliers, titulaires d'un titre d'occupation ou d'un droit d'usage sur le DPF ne pourront en aucun cas voir leur activité perturbée par les aménagements réalisés pour les besoins de la présente superposition de gestion.

Sont concernés, les occupants, qu'ils soient publics ou privés du DPF et plus particulièrement les associations et/ou fédérations de pêches bénéficiant de baux de pêche ou de tout autre droit à pêcher, les associations sportives bénéficiant d'accès et d'équipements spécifiques.

Article 5 : Responsabilités de l'Etat et du bénéficiaire :

Chacun sera responsable de son fait.

Article 6 : Durée :

La présente convention est établie pour une durée de 6 ans, renouvelable par tacite reconduction. Elle pourra prendre fin, dès le transfert de propriété du domaine public fluvial du Lot, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le bénéficiaire pourra à tout moment renoncer au bénéfice de la superposition de gestion.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire devra exécuter à ses frais exclusifs tous les travaux de remise en état du site, afin de rendre les lieux conformes à leur destination initiale.

Dans ce cas, ou au terme de la présente convention, la gestion des terrains reviendra immédiatement et sans indemnités à l'Etat.

Article 7: Gratuité :

La présente convention est accordée à titre gratuit.

Article 8 : Droits réels :

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels.

Article 9 : Réserve des droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Agen, le

VU, pour être annexé à l'arrêté préfectoral du
autorisant la superposition de gestion

Lu et approuvé,
Le maire de la Commune
d'Aiguillon

Le directeur départemental
des Territoires

VU, pour être annexé à l'arrêté préfectoral
autorisant la superposition de gestion des parcelles concernées

Le Préfet



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOT-ET-GARONNE

Commune d' Aiguillon

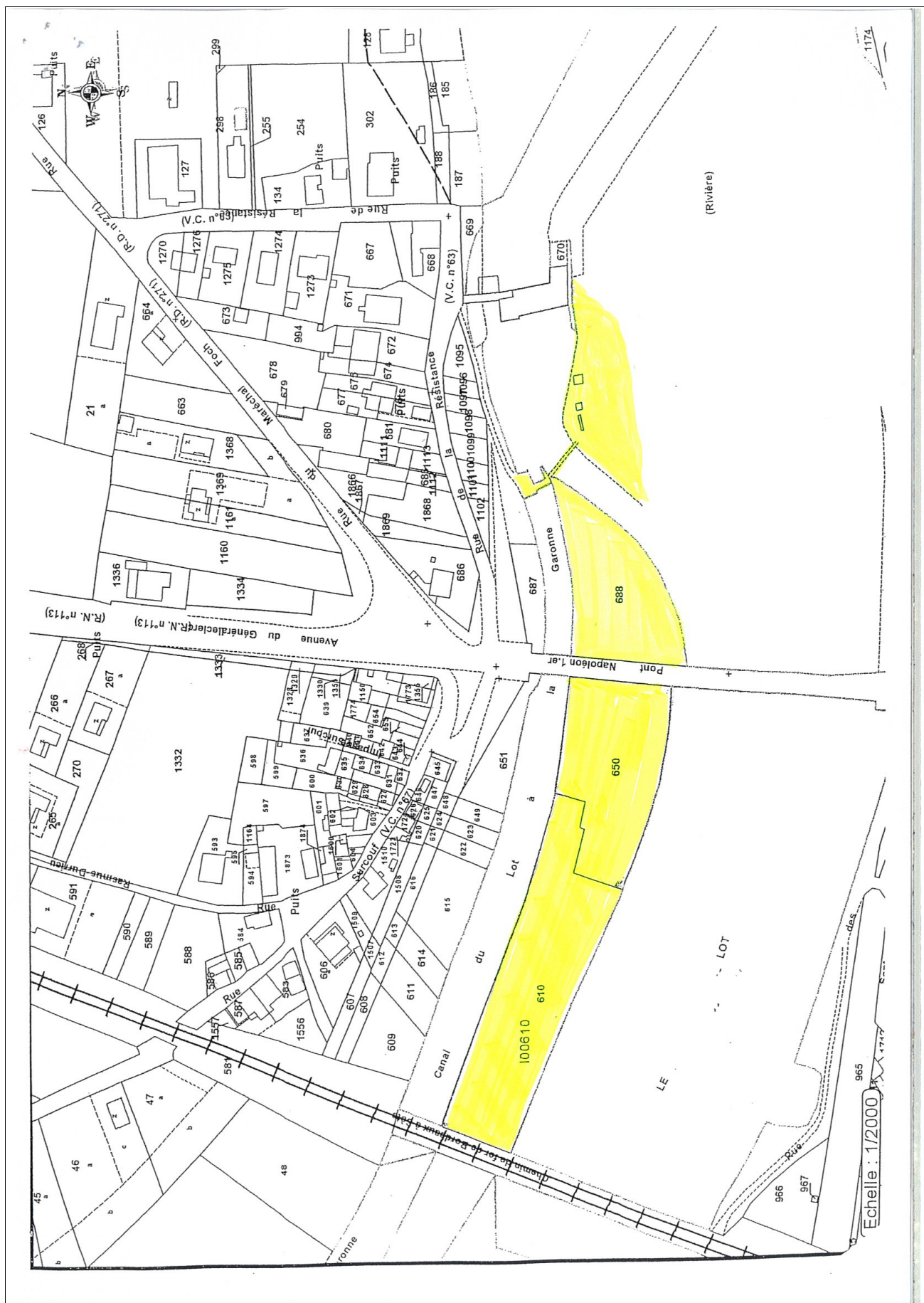
Plan de situation

des parcelles cadastrées section I N° 610, 650 et 668,
de la plage et de la passerelle d'accès
du pont enjambant le Canalet

Le Maire de la Commune
d'Aiguillon

Le Directeur départemental
des Territoires

.../...



Objet : Urbanisme - Lancement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

Les Lois n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain et n°2003-590 du 2 juillet 2003, dite « Urbanisme et Habitat » ont modifié le régime juridique des documents d'urbanisme et notamment les plans d'occupation des sols (P.O.S.) devenus plans locaux d'urbanisme (P.L.U.).

La commune d'Aiguillon est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme qui a été :

- approuvé le 21 septembre 2007 ;
- modifié à plusieurs reprises (le 1er février 2008, 27 mars 2009, et 12 février 2010) ;
- a fait également l'objet de deux modifications simplifiées (en date des 12 février 2010 et 9 novembre 2010) ;
- ainsi que d'une révision simplifiée en date du 12 février 2010.

Enfin, le Conseil Municipal, lors de sa séance du 18 janvier 2011, a donné son accord pour engager une procédure de modification du PLU.

Cependant, à la suite de cette séance, il a été constaté qu'il serait également judicieux :

- d'une part, d'apporter des modifications à la liste des bâtiments agricoles dont la destination peut être changée en habitation,
- et d'autre part de corriger le zonage du PLU, pour notamment y intégrer le bâtiment agricole oublié situé en zone A du P.L.U (zone destinée aux activités agricoles), au lieu dit « Garron de Gandorre ».

L'intégration dudit bâtiment dans les documents d'urbanisme est nécessairement soumise au lancement d'une nouvelle procédure de modification du P.L.U.. Cette procédure permettra l'identification de ce bâtiment sur le zonage et son inscription sur la liste des bâtiments agricoles dont le changement de destination en habitation est autorisé.

Conformément aux dispositions de l'article L 123-13 du Code de l'Urbanisme, cette procédure nécessite la notification du projet de modification, avant ouverture de l'enquête publique, au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Général ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L 121-4 du même code. L'approbation de la modification du P.L.U. par le Conseil

Municipal interviendra après l'enquête publique et après que le commissaire enquêteur ait rendu son rapport et ses conclusions.

Monsieur le Maire précise qu'il ne sera alors engagé qu'une seule enquête publique regroupant les deux modifications du PLU ainsi décidées : celle du 18/01/2011 et celle qui est soumise à l'avis des membres du conseil municipal.

Le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur le lancement d'une procédure de modification du plan local d'urbanisme.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré**

VU la Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains, modifiée par la Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 sur l'urbanisme et l'habitat ;

VU l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme relatif à la modification des plans locaux d'urbanisme ;

VU les pièces du dossier de modification ;

PRÉCISANT que Madame Brigitte CAMILLERI a déclaré qu'étant personnellement concernée par l'objet de la présente délibération, elle souhaitait s'abstenir,

25 voix pour

0 voix contre

1 abstention

DÉCIDE d'engager une procédure de modification du P.L.U. ayant pour objet d'amender et compléter, notamment le rapport de présentation, le zonage ainsi que la liste des bâtiments agricoles,

AUTORISE le Maire à procéder d'une part à la saisine du Président du Tribunal Administratif pour qu'il désigne un commissaire-enquêteur, puis d'autre part à signer l'arrêté d'ouverture d'enquête publique,

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Formalité de publicité effectuée le : 11/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

PERSONNEL :

Objet : Délégation au CDG 47 – Passation d'un Contrat-cadre « Action Sociale »

Le Maire présente à l'Assemblée l'exposé suivant :

Les prestations d'action sociale visent à « améliorer les conditions de vie des agents publics et de leur famille, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ». Le bénéfice de l'action sociale implique une participation de l'agent à la dépense engagée, qui tient compte de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.

La loi du 19 février 2007 intègre les prestations d'action sociale dans les dépenses obligatoires des collectivités territoriale, juste après la rémunération.

Le conseil municipal est appelé à mandater le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne pour la passation d'un contrat-cadre d'action sociale mettant en œuvre diverses prestations au profit des agents de la commune. Le contrat-cadre permet aux collectivités de faire bénéficier leurs agents de prestations mutualisées, afin de rendre plus attractifs les tarifs proposés.

Si elle ne délibère pas avant le lancement du marché (31 mars), la commune ne pourra prétendre aux conditions financières négociées via le CDG. Par contre, au terme de la consultation, la commune a la possibilité, si les conditions obtenues ne lui convenaient pas, de ne pas signer l'avenant d'adhésion au contrat.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 25 ;

CHARGE le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne de lancer une procédure de consultation et de négocier un contrat-cadre d'action sociale auprès d'une entreprise proposant ce type de prestations,

DIT que ce contrat est ouvert à adhésion facultative et que la commune se réserve la faculté d'y adhérer.

PRÉCISE que le contrat cadre d'action sociale devra également avoir les caractéristiques suivantes :

durée du contrat 4 ans

effet : 1er janvier 2012

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Objet : Personnel - Ratios « promus – promouvables » pour avancement de grade 2011

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Conformément à la loi du 19 février 2007, d'application immédiate (2^{ème} alinéa de l'article 49 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale), chaque assemblée délibérante est tenue de fixer après avis du Comité Technique Paritaire, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus en déterminant un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

La délibération doit fixer le taux, appelé « ratio promus-promouvables » pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 4 mars 2011, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de fixer les ratios d'avancement de grade pour la collectivité comme suit pour :

<i>Grade d'origine</i>	<i>Grade d'avancement</i>	<i>Taux (en %)</i>
Filière administrative		
Attaché	Attaché principal	100 %
Filière technique		
Technicien principal de 2ème classe	Technicien principal de 1ère classe	100,00%
Adjoint technique de 1ère classe	Adjoint technique principal de 2ème classe	100,00%
Adjoint technique de 2ème classe	Adjoint technique de 1ère classe	100,00%

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 04 mars 2011,

ADOpte les ratios ainsi proposés.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Objet : Personnel - Création de postes suite à des mouvements de personnel

Monsieur le Maire présente à l'Assemblée l'exposé suivant :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, et de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grades. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

Considérant le précédent tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 09 novembre 2010,
Considérant la nécessité de créer les emplois suivants, à temps complet, à compter du 1er juin 2011, suite à l'inscription de six agents sur les listes d'aptitude correspondantes pour des avancements de grades et promotion interne pour l'année 2011,

Le Maire propose à l'assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

<i>Cadres</i>	<i>Postes à créer</i>	<i>Postes à supprimer</i>
---------------	-----------------------	---------------------------

<i>d'emplois</i>				
Attachés territoriaux	Attaché principal	Temps complet	Attaché	Temps complet
Techniciens territoriaux	Technicien principal de 1ère classe	Temps complet	Technicien principal de 2ème classe	Temps complet
Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 2ème classe (3 postes)	Temps complet	Adjoint technique de 1ère classe (1 poste)	Temps complet
			Adjoint technique de 2ème classe (2 postes)	Temps complet

Le Conseil municipal, après délibération,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE de créer les emplois suivants :

<i>Filières</i>	<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Postes à créer</i>
Administrative	Attachés territoriaux	Attaché principal
Technique	Techniciens territoriaux	Technicien principal de 1ère classe
	Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique principal de 2ème classe (3 postes)

DEMANDE l'avis du Comité Technique Paritaire sur la suppression des emplois suivants suite à avancement de grade :

<i>Filières</i>	<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Postes à supprimer</i>
Administrative	Attachés territoriaux	Attaché
Technique	Techniciens territoriaux	Technicien principal de 2ème classe
	Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique de 1ère classe (1 poste)
		Adjoint technique de 2ème classe (2 postes)

ADOpte le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1er juin 2011 :

FILIERE ADMINISTRATIVE

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Emploi fonctionnel	Directeur Général des Services (DGS)	A	1	1
Attaché territorial	Attaché principal	A	0	1
	Attaché	A	1	0
Rédacteur Territoriaux	Rédacteur Chef	B	3	3
	Rédacteur Principal	B	0	0
	Rédacteur	B	1	1
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	0	0
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	1
	Adjoint administratif de 1ère classe	C	4	4
	Adjoint administratif de 2ème classe (dont 1 à Temps Non complet : 29H/s)	C	2	2
Total			13	13

FILIERE TECHNIQUE

<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Grade</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Ingénieur territorial	Ingénieur	A	1	1
Technicien territorial	Technicien principal de 1ère classe	B	0	1
	Technicien principal de 2ème classe	B	1	0
Agent de maîtrise territorial	Agent de maîtrise principal	C	3	3
	Agent de Maitrise	C	3	3
Adjoint technique territorial	Adjoint technique principal de 1e classe	C	0	0
	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1	4
	Adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement	C	1	1
	Adjoint technique de 1ère classe	C	5	4
	Adjoint technique de 2ème classe	C	20	18
Total			35	35

FILIERE SOCIALE

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
ATSEM	ATSEM 1ère classe	C	2	2
Agent social	Adjoint social de 2ème classe	C	2	2
Total			4	4

FILIERE ANIMATION

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe	C	5	5
Total			5	5

FILIERE CULTURELLE

<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég.</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2ème classe	B	2	2
	Assistant de conservation du patrimoine de 2ème classe	B	0	0
Adjoint du Patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2eme classe	C	1	1
	Adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	2	2
	Adjoint du patrimoine de 2e classe	C	0	0
Total			5	5

FILIERE POLICE

<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Grades</i>	<i>Catég</i>	<i>Ancien effectif</i>	<i>Nouvel effectif</i>
Gardes champêtres	Garde champêtre principal	C	1	1
total			1	1

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget primitif 2011 de la commune ;

CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer les démarches administratives pour la création de ces emplois, et les régularisations administratives.

Formalité de publicité effectuée le : 14/03/11

FINANCES COMPTABILITE

Objet : Approbation du Compte Administratif 2010 - budget principal Commune

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

20 voix pour,
0 voix contre,
5 abstentions,

VOTE le compte administratif 2010 du budget principal de la Commune et arrête ainsi les comptes :

INVESTISSEMENT

Dépenses

	en euros
Prévus :	3 370 847,33
Réalisé :	2 568 916,61
Reste à réaliser	118 690,50

<u>Recettes</u>	Prévus :	3 370 847,33
	Réalisé :	2 643 380,65
	Reste à réaliser	86 861,00

FONCTIONNEMENT

<u>Dépenses</u>	Prévus :	4 404 646,00
	Réalisé :	4 329 640,79
	Reste à réaliser	0,00

<u>Recettes</u>	Prévus :	4 404 646,00
	Réalisé :	4 651 707,32
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de la clôture de l'exercice

Investissement	74 464,04
Fonctionnement	322 066,53
Résultat global	396 530,57

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Monsieur Reginato trouve inquiétant que les dépenses de fonctionnement continuent d'augmenter en 2010, notamment celles de personnel, alors que, dans le même temps, les recettes fiscales stagnent, et ce au détriment de l'investissement. Il pense que les intérêts de la commune d'Aiguillon devrait être davantage défendus au niveau de la Communauté de communes du Confluent afin de bénéficier de retombées similaires à celles de Damazan, et pourquoi pas par l'intermédiaire d'une prise de sa présidence par M. le maire.

Monsieur le Maire lui répond que, au contraire, la hausse des dépenses de fonctionnement, inférieure à l'inflation, est largement maîtrisée malgré la quasi stagnation des recettes, et ce en maintenant un niveau quantitatif et qualitatif optimal de services à la population. La marge de manœuvre ainsi dégagée permet d'améliorer une année encore la part d'autofinancement, et de continuer à investir significativement, sans alourdir la charge d'emprunt de la commune.

Objet : Approbation du Compte Administratif 2010 - budget annexe : Adduction Eau Potable

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

20 voix pour,
0 voix contre,
5 abstentions,

VOTE le compte administratif 2010 du budget annexe Service de l'eau potable et arrête ainsi les comptes :

INVESTISSEMENT	en euros
<u>Dépenses</u>	Prévus : 242 885,82
	Réalisé : 148 296,39
	Reste à réaliser 0,00

<u>Recettes</u>	Prévus : 242 885,82
	Réalisé : 215 836,06
	Reste à réaliser 5 525,00

FONCTIONNEMENT	
<u>Dépenses</u>	Prévus : 42 400,00
	Réalisé : 29 928,31
	Reste à réaliser 0,00

<u>Recettes</u>	Prévus : 42 400,00
	Réalisé : 51 467,44
	Reste à réaliser : 0,00

Résultat de la clôture de l'exercice

Investissement	67 539,67
Fonctionnement	21 539,13
Résultat global	89 078,80

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Approbation du Compte administratif 2010 - budget annexe : ASSAINISSEMENT

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

20 voix pour,
0 voix contre,
5 abstentions,

VOTE le compte administratif 2010 du budget annexe Assainissement et arrête ainsi les comptes :

INVESTISSEMENT

en euros

<u>Dépenses</u>	Prévus :	613 199,68
	Réalisé :	497 247,65
	Reste à réaliser	22 163,00

<u>Recettes</u>	Prévus :	613 199,68
	Réalisé :	529 645,83
	Reste à réaliser	114 936,00

FONCTIONNEMENT

<u>Dépenses</u>	Prévus :	104 224,00
	Réalisé :	71 317,85
	Reste à réaliser	0,00

<u>Recettes</u>	Prévus :	104 224,00
	Réalisé :	136 524,20
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de la clôture de l'exercice

Investissement	32 398,18
Fonctionnement	65 206,35
Résultat global	97 604,53

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Approbation Compte Administratif 2010 - budget annexe : CRECHE

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

20 voix pour,
0 voix contre,
5 abstentions,

VOTE le compte administratif 2010 du budget annexe Crèche et arrête ainsi les comptes :

INVESTISSEMENT

en euros

<u>Dépenses</u>	Prévus :	0,00
	Réalisé :	0,00
	Reste à réaliser	0,00

<u>Recettes</u>	Prévus :	0,00
-----------------	----------	------

Réalisé :	0,00
Reste à réaliser	0,00

FONCTIONNEMENT

<u>Dépenses</u>	Prévus :	371 000,00
	Réalisé :	351 893,68
	Reste à réaliser	0,00

<u>Recettes</u>	Prévus :	371 000,00
	Réalisé	399 347,08
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de la clôture de l'exercice

Investissement	0,00
Fonctionnement	47 453,40
Résultat global	47 453,40

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Approbation Compte de gestion budget principal : COMMUNE – Année 2010

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2010, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après délibération,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget principal de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2010 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Approbation Compte de Gestion – 2010 – budget annexe : SERVICE EAU POTABLE

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2010, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de

gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après délibération,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe ADDUCTION D'EAU POTABLE de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2010 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Approbation Compte de Gestion – 2010 – budget annexe : ASSAINISSEMENT

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2010, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après délibération,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe ASSAINISSEMENT de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2010 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Approbation Compte de Gestion – 2010 – budget annexe : CRECHE

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2010, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2010,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2010 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2010 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après délibération,

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe CRECHE (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2010 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Affectation des résultats de l'exercice 2010 – budget principal : COMMUNE

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Monsieur le Maire, après avoir approuvé le compte administratif du budget principal de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2010,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2010,

CONSTATANT que le compte administratif 2010 fait apparaître :

- | | |
|--|--------------|
| - un excédent de fonctionnement de : | 297 066,53 € |
| - excédent reporté de : | 25 000,00 € |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : | 322 066,53 € |
|
 | |
| - un excédent d'investissement de : | 74 464,04 € |
| - un déficit des restes à réaliser de : | 31 829,50 € |

Soit un excédent de financement de : 42 634,54 €

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après délibération,

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget principal de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2010 comme suit :

-	Résultat d'exploitation au 31.12.2010 : EXCÉDENT	322 066,53 €
-	Affectation complémentaire en réserve (1068)	302 066,53 €
-	Résultat reporté en fonctionnement (002)	20 000,00 €
-	Résultat d'investissement reporté (001) : EXCÉDENT	74 464,04 €

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Affectation des résultats exercice 2010 – budget annexe : SERVICE EAU POTABLE

Sous la présidence de Monsieur le Maire,
après avoir approuvé le compte administratif du budget annexe : Adduction d'eau potable de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2010,

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2010,

Constatant que le compte administratif 2010 fait apparaître :

-	un excédent de fonctionnement de :	21 539,13 €
-	déficit reporté de :	0,00 €
	Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	21 539,13 €
-	un excédent d'investissement de :	67 539,67 €
-	un excédent des restes à réaliser de :	5 525,00 €
	Soit un excédent de financement de :	73 064,67 €

Le Conseil municipal, après délibération,

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget annexe Adduction d'eau potable de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2010 comme suit :

-	Résultat d'exploitation au 31.12.2010 : EXCÉDENT	21 539,13 €
-	Affectation complémentaire en réserve (1068)	21 539,13 €
-	Résultat reporté en fonctionnement (002)	0,00 €
	Résultat d'investissement reporté (001) : EXCÉDENT	67 539,67 €

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Affectation des résultats exercice 2010 – budget annexe : ASSAINISSEMENT

APRES avoir approuvé le compte administratif du budget annexe : Assainissement de la Commune

d'Aiguillon, pour l'exercice 2010,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2010,

CONSTATANT que le compte administratif 2010 fait apparaître :

- | | |
|--|--------------|
| - un excédent de fonctionnement de : | 65 206,35 € |
| - un déficit reporté de : | 0,00 € |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : | 65 206,35 € |
|
 | |
| - un excédent d'investissement de : | 32 398,18 € |
| - un excédent des restes à réaliser de : | 93 773,00 € |
| Soit un excédent de financement de : | 125 171,18 € |

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget annexe assainissement de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2010 comme suit :

- | | |
|--|-------------|
| - Résultat d'exploitation au 31.12.2010 : EXCÉDENT | 65 206,35 € |
| - Affectation complémentaire en réserve (1068) | 65 206,35 € |
| - Résultat reporté en fonctionnement (002) | 0,00 € |

Résultat d'investissement reporté (001) : EXCÉDENT 32 398,18 €

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Affectation des résultats exercice 2010 – budget annexe : CRECHE

APRES avoir approuvé le compte administratif du budget Annexe : Crèche (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2010,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2010,

CONSTATANT que le compte administratif 2010 fait apparaître :

- | | |
|--|-------------|
| - un excédent de fonctionnement de : | 34 009,01 € |
| - excédent reporté de : | 13 444,39 € |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : | 47 453,40 € |
|
 | |
| - un déficit d'investissement de : | 0 € |
| - un déficit des restes à réaliser de : | 0 € |
| Soit un besoin de financement de : | 0 € |

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget annexe Crèche (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2010 comme suit :

- | | |
|--|-------------|
| - Résultat d'exploitation au 31.12.2010 : EXCÉDENT | 47 453,40 € |
| - Affectation complémentaire en réserve (1068) | 0,00 € |
| - Résultat reporté en fonctionnement (002) | 47 453,40 € |

Résultat d'investissement reporté (001) :

0,00 €

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Débat sur les orientations budgétaires - Année 2011

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales concernant les communes de 3.500 habitants ou plus, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de tenir le débat sur les orientations budgétaires en préalable au vote des budgets primitifs 2011 de la Commune et des services annexes de l'eau, de l'assainissement et de la crèche.

Monsieur le Maire présente à cet effet :

- la situation financière de la Commune et des services annexes de l'eau, de l'assainissement et de la crèche de l'année 2010,
- l'état de la dette pour l'année 2010,
- les perspectives pour l'année 2011 et la prévision des investissements.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2312-1,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2011.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Ouverture de crédit « Ligne de Trésorerie » - Délégation au Maire

En vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de lui donner délégation pour procéder à une ouverture de crédit « ligne de trésorerie » si elle s'avérait nécessaire pour l'année 2011.

Une ligne de trésorerie est un concours financier à court terme qui permet de mobiliser des fonds à tout moment et très rapidement pour pallier une insuffisance de disponibilités. Dans la limite d'un plafond fixé conventionnellement, l'emprunteur peut tirer des fonds lorsqu'il le souhaite, et en autant de fois qu'il le souhaite. Il les rembourse à son gré, et chaque remboursement reconstitue, à concurrence de son montant, le droit de tirage.

La ligne de trésorerie n'est pas un financement budgétaire. Seuls les frais financiers qu'elle génère sont inscrits au budget. Si elle n'est pas remboursée en fin d'année, il faut la consolider, sinon elle devient de l'emprunt et doit être budgétisée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DONNE délégation à Monsieur le Maire pour procéder à une ouverture de crédit « ligne de trésorerie » pour l'année 2011,

DONNE pouvoir à Monsieur le Maire pour signer toutes pièces nécessaires au bon déroulement de cette opération.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11
Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Concours du Receveur municipal - Attribution indemnité de conseil 2010

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'un arrêté interministériel en date du 16 septembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables des services extérieurs du Trésor Public chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics.

Le Conseil Municipal, considérant les services rendus par Monsieur Michel Saint Mézard, Receveur, en sa qualité de conseiller économique et financier de la Commune d'Aiguillon et des services rattachés, est appelé à lui allouer l'indemnité de conseil fixée au taux plein et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

VU l'article 97 de la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions,

VU le décret N° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État,

DÉCIDE d'accorder une indemnité de conseil à Monsieur Michel Saint Mézard, Receveur municipal de la commune au taux de 100 % pour l'année 2010,

DIT que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité, soit un total dû de 767,67 € net,

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2011 à l'article 6225.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11
Contrôle légalité le : 15/03/11

AFFAIRES DIVERSES :

Objet : Dématérialisation (actes et marchés publics) - convention avec le CDG 47

Monsieur le Maire expose au conseil le rapport suivant :

Le Centre Départemental de Gestion de la FPT (CDG) 47 propose une offre de services de dématérialisation (actes et marchés publics) :

- La dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité s'appuie sur la plateforme mutualisée STELA, homologuée « ACTES », développée par le SICTIAM à base de logiciels libres. Elle permet de transmettre très simplement tout acte, délibération..., par lot ou individuellement, de recevoir instantanément un accusé de réception des services de l'État et ainsi de rendre exécutoire en temps réel les décisions de la collectivité.
- La dématérialisation des marchés publics est quant à elle basée sur la plateforme régionale MPA, développée par l'association Marchés Publics d'Aquitaine avec un logiciel libre. Elle permet le traitement de toutes les procédures, la création d'un profil acheteur, l'accès au DCE en ligne, l'alimentation des sites de publicité légale (BOAMP, JOUE) et la prise en charge des réponses électroniques provenant des fournisseurs, obligatoire au 01/01/2012.

Cette opération pilotée par le pôle numérique du CDG47 s'inscrit dans un projet 2010-2013 « L' élu rural numérique » comprenant d'autres volets (services Internet, information géographique, sécurité informatique) et disposant de financements du FEDER, du Conseil régional d'Aquitaine et du Conseil général de Lot-et-

Garonne.

Le conseil municipal est appelé à autoriser la signature d'une convention de partenariat « dématérialisation » avec le CDG 47, qui inclut :

- un accès global aux 2 plateformes de dématérialisation,
- la formation des utilisateurs,
- l'assistance technique.

Cette convention est prévue pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction, et pour un montant de cotisation de 183 euros par an.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil municipal,**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE le modèle de convention entre la commune et le Centre De Gestion 47 pour la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité et des marchés publics, tel que joint en annexe ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tout document s'y rapportant.



Convention d'adhésion « Dématérialisation »

ENTRE : Le Maire de habilité par délibération du Conseil Municipal en date du, soumise au contrôle de légalité le

ET : Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 novembre 2010 rendue exécutoire le 27 décembre 2010

Il est préalablement exposé :

L'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée fixant le nouveau statut des fonctionnaires territoriaux permet aux Centres de Gestion de recruter des fonctionnaires en vue d'assurer des services communs à plusieurs collectivités et établissements.

Vu la demande de la Commune de

Il est en conséquence convenu :

ARTICLE 1 : La Commune de adhère au service « **Dématérialisation** » proposé par le pôle numérique du Centre de Gestion.

ARTICLE 2 : Les prestations réalisées dans le cadre de la présente convention par le Centre de Gestion pour le compte de la collectivité sont les suivantes :

a) Dématérialisation du contrôle de légalité :

- l'accès à une **plateforme mutualisée** de dématérialisation des actes et délibérations auprès du contrôle de légalité homologuée « **ACTES** »,
- le paramétrage de la **nomenclature des actes** de la collectivité,
- l'**archivage** des transmissions effectuées,
- la **formation** des utilisateurs,
- l'**assistance technique**.

b) Dématérialisation des marchés publics :

- l'accès à une **plateforme mutualisée** de gestion des procédures de passation des **marchés publics**,
- la création d'un **profil acheteur**,
- l'accès au **DCE en ligne**,
- l'alimentation des sites de publicité légale (**BOAMP, JOUE**),
- la prise en charge des **réponses électroniques** provenant des fournisseurs,
- la **formation** des utilisateurs,
- l'**assistance technique**.

c) Certificats électronique :

- la fourniture et l'installation de **certificats électroniques de niveau 3** (chiffrement, authentification et signature),
- la **formation** des utilisateurs,
- l'**assistance technique**.

ARTICLE 3 : La présente convention prend effet le JJ mois AAAA pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : La prestation est facturée dans les conditions suivantes (tarifs 2011) :

• **cotisation annuelle de base calculée comme suit :**

☞ Communes de moins de 250 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de moins de 4 agents.....	50 euros
☞ Communes de 250 à 499 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 4 à 7 agents	67 euros
☞ Communes de 500 à 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 8 à 9 agents	92 euros
☞ Communes de 1 000 à 1 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 10 à 19 agents	125 euros
☞ Communes de 2 000 à 3 499 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 20 à 29 agents	150 euros
☞ Communes de 3 500 à 4 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 30 à 59 agents	183 euros
☞ Communes de 5 000 habitants et plus, Etablissements publics et Budgets annexes de 60 agents et plus	242 euros
☞ Collectivités non affiliées	283 euros

• **formation :**

☞ Journée de formation sur site : 240 euros

• **cotisation annuelle certificat électronique :**

☞ Tarif par certificat électronique de niveau 3 : 65 euros

ARTICLE 5 : Le règlement de la participation de la collectivité ou de l'établissement interviendra sur présentation d'un mémoire établi par le Centre de Gestion.

ARTICLE 6 : Les tarifs peuvent être modifiés à l'initiative du Conseil d'Administration du Centre de Gestion. Le relèvement sera alors immédiatement notifié à la Collectivité. Celle-ci disposera d'un délai de 3 mois pour, si elle le souhaite, dénoncer la présente convention. L'effet de la dénonciation sera à la date de notification de la décision.

ARTICLE 7 : La présente convention pourra en outre être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sur intervention de l'organe délibérant, sous réserve que la décision soit notifiée :

- au Centre de Gestion avant le 31 octobre de l'année s'il s'agit d'une initiative locale. La décision prendra effet au 31 décembre de l'année ;

- à la Collectivité avant le 31 juillet de l'année s'il s'agit d'une initiative du Centre de Gestion. La décision prendra effet au 31 décembre de l'année.

A, le

A Agen, le

Le Maire,
(sceau et signature)

Le Président,

.....

Jean DREUIL

Objet : Attribution de « Bons naissance » aux nouveaux-nés dont les parents résident à Aiguillon - convention de partenariat avec les établissements bancaires

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

Plusieurs établissements bancaires proposent d'offrir un « chèque cadeau naissance » correspondant à l'ouverture d'un livret A avec un versement initial de quinze euros à chaque nouveau-né dont les parents résident sur la commune d'Aiguillon.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

ACCEPTE de remettre gratuitement, de la part des établissements bancaires, un « chèque cadeau naissance » correspondant à l'ouverture d'un livret A avec un versement initial de quinze euros, à chaque nouveau-né dont les parents résident sur la commune,

ADOpte le modèle de convention de partenariat avec les établissements bancaires relatif à cet objet,

PRÉCISE que la collectivité n'a rien à financer dans cette opération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

Objet : Association des Bastides du Lot-et-Garonne - Adhésion à l'association - Désignation de délégués

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du projet de constitution d'une association des Bastides du Lot-et-Garonne. Il donne lecture du projet de statuts de cette association et demande aux conseillers municipaux de se prononcer sur l'éventuelle adhésion de la commune.

Monsieur le Maire précise qu'il convient de désigner des délégués titulaires et suppléants pour y siéger, répartis de la façon suivante :

- trois titulaires dont un extérieur au Conseil Municipal
- trois suppléants dont un extérieur au Conseil Municipal.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE l'adhésion à l'association des Bastides du Lot-et-Garonne.

VALIDE le projet de statuts de l'association.

ACCEPTE le projet de charge de l'association.

VALIDE le modèle de règlement intérieur de l'association.

S'ENGAGE à payer la cotisation annuelle correspondante fixée à 0,20 € par habitant.

PRECISE que les crédits correspondants seront prévus au BP 2011 de la commune.

DESIGNE les délégués suivants pour représenter la commune d'Aiguillon au sein de l'association des Bastides du Lot-et-Garonne :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mme MORIZET Christiane	Mr PARAILLOUS Alain
Mr SAUVAUD Jean-François	Mme TOURON Eliane
Mr Alain DAL MOLIN	Mr MORIZET Guy

Formalité de publicité effectuée le : 11/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

AFFAIRES DE DERNIERE MINUTE

Objet : Demande subvention Conseil Général 47 - Remplacement portiques de sécurité Médiathèque

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

Il est nécessaire de remplacer le portique de sécurité antivol d'ouvrages, qui est situé à l'entrée (rez-de-chaussée) de la médiathèque. Il avait été acquis à l'ouverture de l'équipement en 2000 et son état actuel présente des faiblesses. Il serait par ailleurs intéressant de le compléter par un deuxième portique situé au premier étage, afin d'ouvrir une entrée/ sortie directe au niveau du secteur « jeunesse » sur la rue Gambetta, face à l'escalier municipal.

Le conseil municipal est appelé à autoriser la demande d'une subvention à 50% auprès du Conseil Général 47 dans le cadre du régime d'aide « aménagements, travaux, acquisition de mobilier et d'équipements et informatisation dans le domaine de la lecture publique » pour ce projet d'acquisition.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE l'acquisition de deux portiques de sécurité antivol d'ouvrages pour la médiathèque, pour remplacer l'existant et le compléter, pour un montant prévisionnel total de 13 048 € TTC;

SOLLICITE l'attribution d'une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « aménagements, travaux, acquisition de mobilier et d'équipements et informatisation dans le domaine de la lecture publique » pour ce projet d'acquisition, à hauteur de 50% soit 5 455 €,

APPROUVE le plan de financement suivant pour cette acquisition :

Coût prévisionnel :

10 910 € HT, soit 13 048 € TTC

Financement :

Conseil général de Lot-et-Garonne (50%) :	5 455 €
Commune	7 593 €

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2011 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Formalité de publicité effectuée le : 08/03/11

Contrôle légalité le : 15/03/11

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Parailous informe le Conseil Municipal que Madame Jacqueline Jaouen a créé une association pour les parisiens de Lot-et-Garonne.

Madame Mortz alerte le conseil municipal que des travaux de chaussée seraient nécessaires rue de la Résistance.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la création d'une nouvelle association des commerçants, artisans et industriels d'Aiguillon : « l'Association des commerçants et professionnels aiguiennais ».

Monsieur le Maire transmet l'invitation de Monsieur André RISSO Président de la FNACA au Monument aux Morts le samedi 19 mars 2011 à 11 heures.

Il présente au Conseil Municipal le programme de la deuxième Foire de Printemps qui aura lieu les 19 et 20 mars 2011.

Pour finir Monsieur le Maire informe l'assemblée de la visite d'un journaliste du « Festin » à la Médiathèque du Confluent, le 8 mars 2011 à l'occasion de la venue de l'auteur Claire UBAC.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 22H55

Le Maire,

Le Secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET
(absente)

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean Pierre LACROIX

Eliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK
(absente)

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI
(absente)

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ

Brigitte CAMILLERI

Alain REGINATO